LES ECOLES DU NORD-OUEST.

LES CLOCHES ont publié le 15 mai 1910 un excellent résumé de la question scolaire manitobaine dû à la plume d'un collaborateur du BIEN PUBLIC des Trois-Rivières. Ce fervent ami de nos droits a fait un semblable travail sur les écoles de l'Alberta et de la Saskatchewan. Nous le reproduisons avec plaisir. Il contribuera à éclairer l'opinion publique et à établir les droits des Catholiques.

Historique. C'est le traité de Paris de 1763, qui assura définitivement à la Grande-Bretagne la possession de cet immense empire qui s'étend des Grands Lacs aux Montagnes Rocheuses, et dont l'administration fut longtemps aux mains de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Les pères de la Confédération avaient prévu l'acquisition possible de ces territoires et négocié avec le gouvernement impérial l'ensemble des conditions auxquels le Canada pourrait les annexer.

Dès la première cession du parlement fédéral, le 16 décembre 1867, la Chambre et le Sénat votèrent une adresse à la Reine demandant l'union de la terre de Rupert et des Territoires du Nord-Ouest à la Puissance, et d'accorder au Parlement du Canada l'autorité de légiférer pour leur bien-être et leur bon gouvernement futur.

Le 23 juin 1870, le Conseil privé lança un décret annexant la terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest à la Confédération canadienne *aux termes et conditions* de l'adresse du 16 décembre 1867.

Remarquons que dès le 12 mai 1870 le parlement fédéral avait détaché du territoire annexé la région qui forme aujourd'hui le Manitoba et lui avait octroyé une constitution provinciale.

Le reste des territoires du Nord-Ouest resta soumis à l'autorité souveraine du parlement fédéral, qui avait reçu des autorités impériales le droit et le pouvoir de gouverner ces régions et de leur donner les institutions qui lui sembleraient les plus utiles *pour leur bien-être et leur bon gouvernement.*

En 1875, une loi fédérale accordait aux Territoires une espèce de gouvernement autonome. L'article II de cette loi signifiait que si la majorité établissait une école protestante ou non confessionnelle, la minorité pouvait y établir une école catholique, et réciproquement. M. Brown disait alors que si on consacrait le régime des écoles séparées, ce régime serait irrévocable. Des légistes de réputation plus tard ont été du même avis. Cette loi de 1875 ne pouvait donc plus être révoquée constitutionnellement.

Par l'Acte des Terres Fédérales de 1879, le Parlement avait reconnu la nécessité d'accorder à toutes les écoles une égale part des deniers publics.

En 1892, une ordonnance des Territoires créa une situation nou-